

## Déménagement du Siège de France Télévisions : Et si c'était vrai ?

Depuis mi-juillet une folle rumeur enfle dans les couloirs de l'actuel siège de France Télévisions. Pas un jour sans que nos représentants ne soient alertés par des salariés : **la Direction aurait décidé de déménager le Siège de France Télévisions.**



Plusieurs nouveaux lieux sont évoqués Vélizy (Yvelines), Bagneux (Hauts-de-Seine) mais surtout Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Selon cette même rumeur ce déménagement serait imminent et concernerait l'ensemble des salariés du Siège.

Voilà ce que Force Ouvrière France Télévisions peut révéler sur les vérités et les contre-vérités de cette information qui inquiète au plus haut point les près de 5000 salariés concernés.

**Oui**, la Direction a bien organisé des réunions confidentielles concernant le déménagement du Siège de France Télévisions. **Oui**, des sites ont été évoqués. Mais **NON**, le Siège ne va pas déménager, enfin pas pour l'instant...

**Explications.**

La Direction semble actuellement adopter une stratégie de synergie entre les compétences et les moyens humains. Son objectif est de rassembler les salariés franciliens afin, selon elle, de « combattre la dispersion des équipes ». Cela implique qu'à terme l'ensemble des actifs de France Télévisions soient rassemblés géographiquement au même endroit.

Le bâtiment de l'Esplanade Henri de France dont France Télévisions est propriétaire ne semble plus répondre aux exigences de développement de notre entreprise. Force est de constater que des services entiers et des personnels sont disséminés un peu partout aux abords ou parfois assez loin du Siège (les studios de la plaine St-Denis, Les éditions numériques à Issy-les-Moulineaux, France Ô à Malakoff, une partie de l'Administration au Ponant...).

Après presque 20 ans depuis la construction de bâtiment, une partie de la direction considère également que les conditions de travail au Siège ne sont plus optimales : bureaux exigus, manque de lumière naturelle, éloignement de certains services, et surtout quasi-impossibilité de s'agrandir.

Le staff de la Direction n'est pas satisfait de la situation. Une stratégie de regroupement est donc mise à la réflexion depuis plusieurs mois. Mais selon nos sources, « il ne s'agirait pour l'instant que de réflexions, rien de plus. Rien n'est prévu à court ou moyen terme ».

Néanmoins, une petite information qui paraissait insignifiante est passée totalement inaperçue aux yeux de tous, mais pas de notre syndicat. Elle explique la genèse de la rumeur.

Le mercredi 15 et jeudi 16 juin dernier avait lieu un Comité Central d'Entreprise assez chargé avec 19 points à l'ordre du jour dont la situation générale de l'entreprise, la chaîne Info, et le projet d'évolution d'organisation du réseau régional France 3...

À la demande de la Direction le point 14 a été retiré parce que « cela ne se fera pas » avait ajouté la Direction comme explication. Ce point n'a donc donné lieu à aucune question ni aucun débat. Il concernait pourtant le sujet qui nous préoccupe : « information / consultation sur le projet de prise à bail d'un immeuble de bureaux à proximité immédiate de la Maison FTV ».

Les seuls bâtiments libres à proximité de la Maison FTV concernent le programme Qu4drans, conçu par l'architecte Jean-Michel Wilmotte. Situé dans le quartier Balard (Paris 15e), à proximité du Pont du Garigliano, le programme Qu4drans ce sont 4 grands bâtiments ultra-connectés, 85.800 m<sup>2</sup> de bureaux, au sein d'un parc paysager de 1,3

hectare dessiné par Neveux & De Rouyer. Le montant de l'investissement est estimé à 600 millions d'euros. Comme le signale le promoteur du site, « *l'ensemble immobilier a pour objectif de répondre aux dernières exigences environnementales et vise notamment l'obtention des certifications NF HQE Bâtiments Tertiaires niveau HQE, BREEAM et du label BBC Effinergie* ». Des bâtiments beaux, innovants, bien réussis.



France Télévisions se serait bien vu à terme emménager sur l'ensemble de ce site. Mais l'hypothèse a fait flop pour deux raisons majeures. Si FTV avait pu louer une partie du site, elle n'aurait apparemment pas pu obtenir la location de suffisamment de bâtiments pour réunir l'ensemble de nos activités. **Mais surtout France Télévisions s'est fait souffler la place par le Groupe Altice**, une multinationale regroupant des câblo-opérateurs, des opérateurs de télécommunications et des entreprises de communications (SFR-Numéricable, SFR-Caraïbe, NextRadioTV RMC, BFM, L'Express, Libération, I24news...). Son patron Patrick Drahi compterait y déménager les salariés de SFR (enfin ceux qui ne seront pas licenciés) de son site de Saint-Denis. Lui aussi souhaiterait rassembler ses activités sur un même lieu ; c'est ce qu'explique déjà le *magazine Challenge* en avril dernier.

Après cet échec, France Télévisions a donc entamé « *une réflexion pour d'autres sites dans la couronne parisienne afin d'étudier des perspectives d'avenir* », ce qui explique que certains noms de villes ont circulé.

L'hypothèse d'investir le site de SFR à St-Denis (134.000 m<sup>2</sup>), qui serait pour le coup laissé vacant, a été imaginée par certains, mais elle a été balayée selon nos informations par la Présidente de France Télévisions elle-même.

En tout cas, pour toutes les personnes que nous avons interrogées pour cette enquête « *il s'agit ni plus ni moins de la marche normale d'une entreprise que d'entreprendre des réflexions sur l'avenir géographique de son Siège. Toutes les sociétés le font. Les peurs sur ce sujet sont inutiles car rien ne se fera dans le secret. Si des décisions doivent être prises, les instances syndicales seront consultées et les salariés informés. Et pour l'instant, il n'y a rien. Aucune décision* ».

C'est une certitude, la vente de l'actuel Siège de France Télévisions permettrait à la direction de dégager une marge importante pour l'entreprise, le prix du m<sup>2</sup> s'est envolé dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. De plus, certains dirigeants ont estimé lors des réunions « *que sur un plan purement comptable, sortir de Paris permettrait de redonner du souffle au budget et d'imaginer d'autres marges de développements* ».

En revanche pour FO, ce serait renier notre capital immobilier. Cela risquerait au contraire de nous appauvrir (surtout si l'immobilier parisien intramuros continue de grimper). D'autre part, sur le plan humain les conséquences d'un déménagement pourraient s'annoncer désastreuses. De nombreux salariés se sont organisés, y compris dans la localisation de leurs logements ou du lieu des écoles des enfants, pour le site actuel.

### **En conclusion.**

Dès lors qu'un campus « *suffisamment grand* » sera disponible, c'est-à-dire entre 80.000 et 90.000 m<sup>2</sup>, « *les entités du Siège de France Télévisions pourront être regroupées* », comme certains représentants de la Nation le disent à mots couverts... **Et c'est un fait : la direction cherche.**

**Mais le Siège de France Télévisions ne déménage pas maintenant, ni prochainement.** Selon des architectes spécialisés dans ce domaine « *rien n'est envisageable avant 2022* », c'est-à-dire hors mandat actuel de Mme Delphine Ernotte Cunci.

**Il semble néanmoins acquis que si l'ensemble des conditions sont réunies, cette hypothèse peut devenir assez vite une réalité. La direction peut très bien lancer une procédure d'information-consultation ces prochains mois au Comité Central d'Entreprise (CCE) même pour un projet à horizon 2021 ou 2022...**

Force Ouvrière France Télévisions défend d'abord l'intérêt des salariés et l'approche « humaine » du travail. Nous militons et nous œuvrons tous les jours pour la conciliation vie professionnelle / vie privée. Évidemment, nous nous inquiétons déjà des conséquences d'un futur grand déménagement.

Nous exigeons donc sur ce sujet un débat clair et honnête. C'est pourquoi, dès cette rentrée télévisuelle, lors des instances représentatives des personnels concernés, nous saisisons la direction pour qu'elle exprime officiellement ses réelles intentions et ses volontés.

Paris, le 22 août 2016